

## Pourquoi il faut boycotter les élections européennes de mai 2014

mardi, 7 janvier 2014 / **webmaster**

### POURQUOI IL FAUT BOYCOTTER LES ELECTIONS EUROPEENNES DE MAI 2014

**Par Denis Collin, philosophe, animateur de « PHILOSOPHIE ET POLITIQUE » et de « La Sociale », texte diffusé par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) avec l'accord de l'auteur.**

Le 7 janvier 2014.

Les partis politiques, du FN au PG, fourbissent leurs armes pour participer aux élections du 25 mai 2014 qui devront désigner les députés français au Parlement européen. Députés français ? J'exagère. Il s'agira des députés des grandes régions (un découpage de circonstance) qui préfigure peut-être le dépeçage de la nation dans une Europe des régions où l'on voit un peu partout se fissurer ce qui reste de la carcasse des vieilles nations (en Catalogne, en Flandre belge, en Écosse, etc.). Mais passons. Tous les partis institutionnels (encore une fois du PG au FN ou inversement) participent à la mascarade qui consiste à faire croire qu'élection signifie démocratie. Il n'en est rien. Ce qui est demandé le 25 mai prochain, c'est de voter pour la construction européenne modèle UE Rome-Maastricht-Lisbonne (pour ne rappeler ici que les traités les plus importants). Que vous votiez PG, PCF, PS, UMP ou FN, vous voterez de fait pour l'UE ; vous appuierez de fait les diktats de la commission de Bruxelles à qui le pseudo-parlement européen donne un semblant de légitimité démocratique. En allant voter, vous permettrez que la troïka, qui a privé un tiers des Grecs de couverture sociale et fait régresser ce pays dans des proportions inouïes, agisse en votre nom.

Car le prétendu parlement européen n'est pas un parlement pour simple raison qu'il ne représente aucun peuple et ne dispose d'aucun des pouvoirs qui définissent un parlement.

Il n'y a pas de peuple européen. C'est une évidence. Pour qu'il y eût un peuple européen encore eût-il fallu que par un acte historique le peuple se fit peuple ! Il y a des peuples qui se sont faits par en haut (c'est le cas le plus fréquent) : des princes ont consolidé leurs états desquels sont nés une conscience nationale – c'est le cas de la France. D'autres se sont constitués par le soulèvement par en bas : c'est le cas de toutes les nations issues des luttes pour l'indépendance. Le plus souvent ce sont des combinaisons des deux mouvements : la France s'est en quelque sorte refondée elle-même par la levée en masse de 1792 ; l'Italie s'est faite nation à la fois par la puissance du mouvement national populaire et l'action de la monarchie de Piémont-Sardaigne. L'Allemagne a été unifiée par Bismarck mais cette unification correspondait (en gros) au sentiment de la masse des Allemands. En 1989, c'est encore le sentiment national allemand qui a produit l'effondrement du mur de Berlin. Les peuples ou les nations sont des réalités historiques – une « communauté de vie et de destin » disait Otto Bauer et non des artifices diplomatiques ou institutionnels. Les Allemands ne sont pas des Français qui parlent allemand ! Les peuples sont des réalités linguistiques, culturelles, politiques avec dans la mémoire de chacun une histoire. Du reste, derrière le paravent des traités européens, chaque nation continue de défendre ses intérêts. Il suffit de voir que l'attribut essentiel d'un espace politique, à savoir la politique étrangère, manque à l'Union Européenne pour comprendre que ce « machin » n'est ni une fédération, ni une confédération de nations. Pendant la guerre en ex-Yougoslavie, les Allemands selon leur tropisme ont soutenu les Croates alors que les Français se sentaient naturellement proches des Serbes. À tort ou à raison, la France pense que ses intérêts africains sont importants alors que l'Allemagne s'en moque comme de sa première chemise.

Qu'existent entre toutes ces nations un traité de paix perpétuelle et des accords de libre-échange, c'est sûrement une bonne chose. Mais la construction de l'UE, c'est autre chose. C'est une machine à liquider les souverainetés nationales en tant qu'elles restent plus ou moins sous le contrôle des peuples, afin de mettre en œuvre des politiques qui ne relèvent que des intérêts du capital, qu'il soit financier ou industriel d'ailleurs.

Le Parlement européen n'est pas un Parlement. Il ne décide rien – officiellement il dispose en certains domaines d'un pouvoir de codécision avec le Conseil. Il élit quelques personnages aux titres pompeux mais totalement inconsistants politiquement ou privés de pouvoir, comme on peut le remarquer par leur absence dès qu'un problème sérieux se pose. C'est un pur fiasco, baptisé « parlement » précisément pour faire croire que l'UE est démocratique et que les peuples peuvent mettre leur grain de sel dans la politique européenne.

Le Parlement européen n'est même pas une tribune que l'on pourrait utiliser pour combattre la politique commune droite/sociaux démocrates. Tout le monde se contrefiche de ce qui se dit à Strasbourg et à Bruxelles (puisque ce Parlement a deux sièges) et d'ailleurs les plus anti-européistes n'y siègent presque

jamais – ce qui ne les empêche pas de solliciter les suffrages de leurs concitoyens. Un peu comme le CES, le Parlement européen est un moyen de reclasser les amis en difficultés, anciens syndicalistes (deux anciens porte-parole de la Confédération paysanne y siègent ...) ou politiciens étrillés sur la scène nationale (le PS se prépare à exfiltrer Peillon en le présentant comme tête de liste pour le grand Sud-Ouest).

Toutes ces raisons plaident pour le boycott actif des élections européennes de mai prochain. Les composantes du Front de gauche nous diront que c'est laisser le champ libre au FN. La belle affaire ! Si le FN obtient 25 % de 30 % de votants, cela ne fera jamais que 7,5 % du corps électoral ! En vérité le FDG veut simplement sauver ses sinécures et surtout maintenir le fil de l'europhisme qui le rattache à la « gauche », c'est-à-dire au PS.

Il est temps, grand temps, de rompre avec l'UE pour construire demain une véritable union des peuples libres. Les Grecs victimes de la troïka sont nos frères, pas les membres de la troïka et ces ministres qui les commanditent. Les Allemands frappés par une misère croissante (dont ne parlent pas les thuriféraires du modèle allemand) sont nos frères, pas les ministres français qui se mettent au garde-à-vous devant Mme Merkel. Comme nous, les peuples italiens, portugais, espagnols, sont confrontés à la destruction de leur protection sociale : ils sont nos frères. L'Europe à laquelle nous croyons, c'est celle du printemps des peuples de 1848 qui se sont soulevés contre les monarchies et les empires. C'est celle des mouvements sociaux arrachant la classe ouvrière à la misère et à l'esclavage. En ne votant pas, c'est à cette Europe-là que nous resterons fidèles.

Cet article a été publié dans de « La Sociale » : <http://la-sociale.viabloga.com>

Pour retrouver les textes de Denis Collin et de « PHILOSOPHIE ET POLITIQUE », cliquez ci-dessous : [www.denis-collin.fr](http://www.denis-collin.fr)